

Licences d'exportation et d'importation—Loi

dre le problème? La solution réside dans le fait que le producteur ne travaille pas les couches inférieures des gisements de minerai qu'il pourrait travailler s'il était assuré de recevoir le prix du marché international.

Les conservateurs recommandent d'utiliser tout notre minerai et notre pétrole brut de qualité inférieure. On sait très bien que si les prix du pétrole montent encore, on pourra extraire et utiliser beaucoup de pétrole brut. Il y a lieu de croire que c'est une sage pratique de conservation.

Je suis convaincu que le système de double prix est mauvais à long terme et ne devrait servir que dans des circonstances spéciales. En d'autres termes, les prix intérieurs doivent être alignés sur les prix mondiaux.

A mon sens, les Canadiens dépendent du commerce et ne peuvent se dissocier de la situation mondiale. Ils doivent s'attendre à recevoir et à payer les prix qui ont cours dans le monde pour ce qu'ils produisent et consomment. De cette manière, ils bénéficieront du plus haut niveau de vie possible. A mon avis, nous devons notre niveau de vie élevé au fait que nous avons accepté la position que nous occupons sur les marchés du monde.

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais prendre part au débat sur le bill C-4, tendant à modifier la loi sur les licences d'exportation et d'importation. Je trouve extrêmement intéressantes les modifications proposées par ce projet de loi. Même si le bill n'est pas très long, le nouvel alinéa premier vise à permettre au gouverneur en conseil de limiter l'exportation de tout article qui est un produit d'une ressource naturelle au Canada lorsque l'intérêt national commande le traitement supplémentaire de ce produit au Canada.

Toujours selon les notes explicatives, il serait permis au gouverneur en conseil de restreindre les exportations de matières premières et produits semi-finis non agricoles d'origine canadienne, lorsqu'il y a surproduction et chute des cours. Ce changement n'arrive pas trop tôt, et je tiens à signaler que mon parti presse depuis des années les gouvernements fédéraux d'adopter des politiques qui assureraient la transformation d'une plus grande part de nos matières premières dans notre pays que ce n'est le cas à l'heure actuelle.

Le Canada est une grande nation commerçante, il n'y a pas de doute là-dessus, et nous avons trop compté par le passé, au détriment de l'économie canadienne, sur l'exportation de matières premières fournies en abondance dans notre grand pays. Aussi actuellement, en 1974, comme durant plusieurs des années précédentes, le chômage est extrêmement grave au Canada. J'y vois entre autres causes, celle-ci: bien que nous soyons plus riches que nous ne l'ayons jamais été et que nous n'ayons jamais exporté autant que nous ne le faisons maintenant, le taux du chômage augmente chez nous.

Permettez-moi de vous en donner un exemple. C'est absolument insensé que de faire des largesses avec nos ressources non renouvelables et de les vendre à des prix dérisoires, sans songer à l'avenir industriel du pays. L'une des faiblesses des gouvernements libéral et conservateur de ces dernières années a été un manque de stratégie industrielle au pays. On s'en tenait à la vieille théorie qui consistait à extraire les matières premières et à s'en débarrasser à n'importe quel prix.

Personne ne contestera cette idée, je pense, qu'à chaque travailleur des industries extractives, l'industrie minière par exemple, correspond un nombre de plus en plus grand d'ouvriers qui transforment ces matières premières en

[M. Ritchie.]

produits finis, et que plus on avance dans ce processus, plus la fabrication se perfectionne, plus l'industrie a besoin de main-d'œuvre et plus il faut d'ouvriers et d'ouvrières pour faire le travail.

Qu'il me soit permis de ramener les députés en Colombie-Britannique, où je demeure. Nous avons des gisements considérables de cuivre en Colombie-Britannique. Presque tous nos concentrés de cuivre sont exportés par la province aux États-Unis et au Japon. Nous n'avons même pas une fonderie pour transformer le cuivre en lingots avant de l'exporter. L'établissement d'une fonderie de cuivre en Colombie-Britannique assurerait de l'emploi à 1,000 ou 2,000 personnes. Et pourquoi s'arrêter là et ne pas fabriquer, par exemple, du fil ou des tuyaux de cuivre? Encore là, nous assurerions des milliers d'emplois aux gens de chez nous au lieu de faire faire la fabrication dans quelque autre pays qui nous expédie ensuite le produit usiné. C'est là une économie boiteuse à mon avis et c'est stupide de la part du gouvernement de permettre à une politique comme celle-là de prendre de l'ampleur et de se répandre d'une extrémité à l'autre du Canada.

● (1600)

Je le répète, il est grand temps que nous élaborions dans notre pays une stratégie industrielle qui soit tournée vers l'avenir et qui nous permette de prévoir des possibilités pour ceux qui suivront dans les années à venir. Il y aurait bien d'autres choses à dire sur la transformation des matières premières au Canada et sur la nécessité de protéger nos ressources non renouvelables. Celles-ci sont limitées. Un jour viendra où nous aurons des ennuis si nous ne prenons pas à nouveau des mesures pour nous assurer un approvisionnement continu.

Cette question est étroitement liée à un autre aspect de l'expansion industrielle qui est très important. Je veux parler de l'utilisation de l'énergie. Encore une fois, le Canada n'a pas été très prudent; plus de la moitié de notre pétrole est exporté. Nous constatons que nos réserves diminuent rapidement et que notre approvisionnement sera épuisé d'ici dix ans. Lorsque ces réserves seront épuisées, nous devons nous lancer dans l'exploitation onéreuse des sables bitumineux et, espérons-le, des réserves du nord et de l'est du pays, si toutefois elles sont suffisamment importantes pour justifier cette exploitation.

En outre, nous exportons d'importantes quantités de gaz naturel. Si nous voulons adopter une stratégie industrielle et assurer notre avenir industriel, nous devons établir des plans maintenant car si nous nous lançons dans une fabrication intensive, une chose est certaine, il nous faudra beaucoup plus d'énergie que nous n'en utilisons aujourd'hui. Cela fait partie du plan d'ensemble que le gouvernement doit élaborer à l'heure actuelle. Nous parlons de l'inflation.

Certains députés ont parlé d'un système de double prix. Je ne m'y oppose pas. Je crois qu'un système de qualité des prix pour le pétrole, par exemple, est une excellente idée. Je regrette que nous ayons laissé le prix du pétrole passer de \$4 à \$6.50 le baril, chiffre que le gouvernement a négocié avec les premiers ministres des diverses provinces il y a environ un mois. Il me semble qu'étant donné le prix auquel nous vendons le pétrole au Canada, ce chiffre de \$6.50 ne reflète pas le coût de production. Même à \$4 le baril à la production en Alberta—et c'est la province qui a les plus importantes réserves car elle fournit plus de 85 p. 100 de notre production—les compagnies pétrolières faisaient des bénéfices extraordinaires.